



**Protocole facultatif
se rapportant à la Convention
contre la torture et autres
peines ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
25 août 2010
Français
Original: anglais, français et
espagnol

Réunion des États parties

Troisième réunion

Genève, 28 octobre 2010

Élection, conformément aux articles 7 et 9 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, des cinq futurs membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture qui remplaceront les membres dont le mandat expire le 31 décembre 2010, et, conformément à l'article 5, de 15 autres membres du Sous-Comité

Note du Secrétaire général

1. En application des articles 7 et 9 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Secrétaire général convoquera à l'Office des Nations Unies à Genève, le jeudi 28 octobre 2010, la troisième Réunion des États parties au Protocole facultatif, au cours de laquelle seront élus les cinq futurs membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture qui remplaceront ceux dont le mandat expire le 31 décembre 2010 (voir annexe I), et 15 nouveaux membres du Sous-Comité en application de l'article 5. La liste des noms des cinq membres qui continueront de siéger au Sous-Comité jusqu'au 31 décembre 2012, figure à l'annexe II.

2. En application de l'article 6, du paragraphe 3, du Protocole facultatif, le Secrétaire général a invité, dans une note verbale datée du 12 mai 2010, les États parties au Protocole facultatif à présenter avant le 11 août 2011 des candidats pour l'élection des membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture. Par une note verbale du 12 août 2010, la date limite de présentation des candidatures a été reportée au 11 septembre 2010. Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer ci-après la liste des noms, par ordre alphabétique, de tous les candidats présentés au 11 août 2010, avec indication de l'État partie qui les a désignés. Les candidatures reçues après le 11 août feront l'objet d'additifs à la présente note.

<i>Nom du candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M ^{me} Mari Amos	Estonie
M ^{me} Marija Definis-Gojanović	Croatie
M. Emilio Ginés Santidrián	Espagne
M ^{me} Suzanne Jabbour	Liban
M. Demba Kandji	Sénégal
M ^{me} Lallé Meriem Keïta Zouboye	Mali
M. Paul Lam Shang Leen	Maurice
M. Petros Michaelides	Chypre
M ^{me} Aisha Shujune Muhammad	Maldives
M. Hans Draminsky Petersen	Danemark
M ^{me} Maria Margarida E. Pressburger	Brésil
M. Christian Pross	Allemagne
M. Miguel Sarre Iguíniz	Mexique
M. Wilder Tayler-Souto	Uruguay
M. Felipe Villavicencio Terreros	Pérou
M ^{me} Marie-Gisèle Zinkpe	Bénin
M. Fortuné Gaétan Zongo	Burkina Faso

3. Le texte des notices biographiques des candidats, fournies par les États parties concernés, est reproduit à l'annexe III.

Annexe I**Liste des cinq membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture dont le mandat expire le 31 décembre 2010**

<i>Membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M ^{me} Marija Definis-Gojanović	Croatie
M. Emilio Ginés Santidrián	Espagne
M. Hans Draminsky Petersen	Danemark
M. Miguel Sarre Iguíniz	Mexique
M. Wilder Tayler-Souto	Uruguay

Annexe II

Liste des cinq membres qui continueront de siéger au Sous-Comité pour la prévention de la torture jusqu'au 31 décembre 2012

<i>Membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M. Mario Luis Coriolano	Argentine
M. Malcolm Evans	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. Zdenek Hájek	République tchèque
M. Zbigniew Lasocik	Pologne
M. Víctor Manuel Rodríguez-Rescia	Costa Rica

Annexe III

Curriculum vitae des candidats

Mari Amos (Estonie)

Date et lieu de naissance: 27 février 1977

Langues de travail: Estonien, anglais, finnois (notions d'allemand et de russe)

Situation/fonction actuelle

Conseillère du Chancelier judiciaire d'Estonie, spécialisée dans le droit fondamental à la santé.

Principales activités professionnelles

Au cours de mon travail, je dois m'occuper principalement de deux tâches: intervention sur plainte ou d'office dans le cadre du mandat du Chancelier en tant que médiateur et dans le cadre de son mandat en tant que surveillant de la constitutionnalité de tous les textes législatifs.

En outre, je m'occupe activement d'étoffer notre institution en tant que mécanisme national de prévention au titre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention de l'ONU contre la torture. Dans le cadre du mécanisme, j'ai effectué de nombreuses inspections dans des établissements sanitaires (hôpitaux psychiatriques, centres de maladies infectieuses) où des personnes sont maintenues contre leur volonté. J'ai participé aussi, en tant que spécialiste du droit fondamental à la santé, à des inspections de prisons, de centres de rétention, etc. Dans le domaine de la prévention, j'ai donné des cours au personnel des lieux de détention et publié plusieurs articles dans les médias.

Études

Licence en droit, 1995-1999, Institut de droit, Tallinn (Estonie).

Maîtrise de lettres (Affaires européennes), 2002-2003, Université de Lund, Lund (Suède).

Maîtrise de santé publique (avec spécialisation en santé mentale), 2007-2009, Université de Tartu, Tartu (Estonie).

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

Depuis l'automne 2007, je suis agent de liaison de l'Estonie pour le réseau des structures nationales des droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

En novembre 2009, j'ai été nommée agent de liaison avec l'ONU pour le mécanisme national de prévention établi en vertu du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture. Depuis 2010, j'assure la liaison de l'Estonie avec le médiateur européen.

En outre, je suis membre du groupe d'experts du Sous-Comité de l'ONU pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

Permissibilité et étendue de la violation des droits fondamentaux des personnes dans l'organisation des traitements non volontaires. Eesti Arst 12/2007.

Obligations incombant aux prestataires de services de soins de santé dans l'établissement d'actes de torture ou de traitements inhumains ou dégradants. Eesti Arst 5/2008.

Rôle des médiateurs dans la lutte contre la torture. European Ombudsmen Newsletter n° 11, octobre 2008.

Marija Definis-Gojanović (Croatie)

Date et lieu de naissance: 7 février 1960, Zagreb (Croatie)

Langue de travail: Anglais

Situation/fonction actuelle

Chef du Département de médecine légale du Centre hospitalier universitaire de Split (Croatie) (depuis 2005), chef du Département de médecine légale de la Faculté de médecine de Split (Croatie) (depuis 1997) et de la Faculté de médecine de Mostar (Bosnie-Herzégovine) (depuis 2002), chef du Département des humanités médicales à la Faculté de médecine de Split (Croatie) (depuis 2009).

Principales activités professionnelles

Spécialiste de médecine légale, Centre hospitalier universitaire de Split (Croatie) (depuis 1993).

Professeur associé à la Faculté de médecine de Split (Croatie), et à la Faculté de médecine de Mostar (Bosnie-Herzégovine) (depuis 2005).

Expert permanent en médecine légale auprès des tribunaux de Croatie et de Bosnie-Herzégovine (depuis 1993).

Médecin légiste pour le comté de Split-Dalmatie (Croatie) (depuis 1995).

Professeur de médecine légale et de déontologie pour les études du premier cycle et du troisième cycle aux facultés de médecine de Split (Croatie), et de Mostar (Bosnie-Herzégovine), chargée de cours de troisième cycle «médecine et droit» à la Faculté de droit de Split; chargée de cours de médecine légale à l'Université de Split (Croatie).

Études

Doctorat en médecine (1984) à la Faculté de médecine de l'Université de Zagreb, maîtrise de sciences en biologie-biomédecine (1992) – études de troisième cycle, Faculté de sciences naturelles et de mathématiques de l'Université de Zagreb.

Spécialisation en médecine légale (1993) – Département de médecine légale et de criminalistique de la Faculté de médecine de Zagreb.

Doctorat en médecine légale (1998), professeur associé (2005).

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

Membre du Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) depuis 2002.

Consultant spécialiste auprès du Bureau des personnes disparues, du Bureau du médecin légiste, Département de la justice, de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (2003).

Membre du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture depuis 2007.

Participation à des missions en Albanie, Arménie, Tchétchénie, Grèce, Italie, Lettonie, Macédoine, Moldova, Russie, Slovaquie, Espagne, Turquie, Maurice, Maldives, Suède, Mexique, Cambodge, dont visites périodiques ou ponctuelles et discussions de haut niveau.

Participation à des activités concernant le Protocole facultatif (séminaires, ateliers, tables rondes) dans les pays suivants: Serbie, Macédoine, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Turquie, Kirghizistan, Kazakhstan, Géorgie, Italie.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

Ouvrages: Marić A., Definis-Gojanović M., Sutlović D., Glavaš T., Tragom ubijenih hercegovačkih fratara. Hercegovačka franjevačka provincija, Mostar, 2007; Definis-Gojanović M., Postupci i metode pri identifikaciji ljudskih ostataka. U., Analiza DNA u sudskoj medicini i pravosuđu. Medicinska naklada. Zagreb, 2008.

Articles dans des revues spécialisées: Definis-Gojanović M, Gugić D., Sutlović D., Suicide and Emo youth subculture, Coll Antropol. 2009; Sutlovic D., Gamulin S., Definis-Gojanović M., Andjelinović S., Interaction of humic acid with human DNA, Electrophoresis 2008; Definis Gojanović M., Sutlović D., Skeletal remains from World War II Mass Grave: from Discovery to Identification, Croatian Med J. 2007.

Emilio Ginés Santidrián (Espagne)

Lieu et date de naissance: Madrid, 14 juillet 1947

Langues de travail: Espagnol, anglais et français

Situation/fonction actuelle

Le candidat est membre du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture depuis 2009. Il est avocat spécialiste du droit international des droits de l'homme. Professeur à la faculté de sciences sociales et juridiques de l'Université Carlos III de Madrid. Membre du Groupe de travail de la justice du réseau euroméditerranéen des droits de l'homme et membre de la fédération des associations de droits de l'homme d'Espagne.

Principales activités professionnelles

Membre du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture depuis 2009.

Membre du Comité européen pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe à Strasbourg de 2006 à 2009.

Membre de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, chargé de la surveillance et du respect de la Constitution d'Haïti.

1986-2008: Avocat pratiquant membre de l'ordre des avocats de Madrid.

Activité professionnelle en tant que pénaliste dans de nombreuses affaires nationales et internationales portant sur des questions comme les extraditions, le droit d'asile, la torture, les mauvais traitements, etc.

Avocat dans différentes procédures devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, devant le Tribunal européen des droits de l'homme de Strasbourg et devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

Diplômes

Licence en droit de l'Université de Deusto (Bilbao).

Doctorat portant sur l'article 10.2 de la Constitution espagnole relatif aux droits fondamentaux.

Maîtrise de droits de l'homme de l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid.

Diplôme de droit pénal de l'École de pratique juridique de l'Université Complutense de Madrid.

Diplôme de droits de l'homme de l'Institut des droits de l'homme de l'Université de Strasbourg.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Cours de formation à l'assistance aux détenus et au droit d'asile à l'ordre des avocats de Madrid.

Cours d'anglais pour avocats pénalistes à Londres.

Cours sur la gestion de crise de l'Union européenne.

Professeur invité au département de droit international public de l'Université de Deusto.

Directeur et professeur du cours sur la médecine légale au Tribunal européen des droits de l'homme de Strasbourg à l'ordre des avocats de Madrid.

Directeur et professeur du cours sur la pratique de l'avocat auprès des tribunaux européens destiné à des juristes des Balkans et de l'ex-Yougoslavie.

Professeur à l'école de pratique juridique de l'ordre des avocats d'Almería, 1996 et 1997.

Professeur invité à la faculté de droit de l'Université de La Havane pour le cours de droit pénal international, Cuba 2008.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

«Problèmes généraux que pose l'application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations Unies contre la torture», juillet 2009.

«Torture et terrorisme en Europe», 2008.

«Les droits de l'homme ici et maintenant, 60 ans après la promulgation de la Déclaration universelle des droits de l'homme».

«Les avocats dans les crises internationales: une expérience», revue du Consejo General de la Abogacía n° 47.

«Les réformes juridiques en instance à l'ONU», revue *Otrosi* n° 76, 2006.

«Analyse des problèmes juridiques posés par le retour des réfugiés et des personnes déplacées en Croatie, en Bosnie et au Kosovo», 2006.

Suzanne JABBOUR (Liban)

Date et lieu de naissance: Ardé, Zgharta, 1960

Langues de travail: Arabe, anglais et français

Situation/fonction actuelle

Directrice du Centre Restart de rééducation des victimes de la torture et de la violence depuis 2005.

Directrice de projet du programme de réadaptation psychosociale des réfugiés irakiens du HCR. Projet en cours (Centre Restart de Beyrouth).

Directrice du projet de protection des enfants touchés par le conflit armé au Liban, financé par la Commission européenne (2010-2013).

Directrice du projet de réadaptation psychosociale dans la prison de Tripoli, septembre 2010-septembre 2012, financé par la Fondation Drosos.

Membre du Comité exécutif du Conseil international de réadaptation pour les victimes de torture depuis 2009.

Principales activités professionnelles

2010: a) Formatrice de médecins légistes qui travaillent dans les prisons jordaniennes au titre du Protocole d'Istanbul; b) exposés à des juristes à l'Institut de formation de l'Association des avocats du Nord-Liban; c) animatrice de quatre tables rondes relatives à l'emploi des preuves médico-légales dans la prévention de la torture.

2009-2010: Formatrice au Collectif des familles de disparus en Algérie concernant la réadaptation sociale et le traitement de victimes de la torture.

2009: Formatrice de journalistes au sujet de la prévention de la torture dans le cadre du Projet jordanien de lutte contre le terrorisme en Jordanie.

2007-2009: Droits de l'homme et lieux de détention, à l'intention de fonctionnaires (formatrice).

2008: Règlement des conflits, en collaboration avec «Médecins du monde», à l'intention des professionnels des soins de santé qui travaillent dans les prisons (formatrice).

2007: Programme national de renforcement de la formation à la prévention de la torture (formatrice).

2005-2006: Programme de sensibilisation concernant la détention et la torture dans le cadre du programme de réinsertion des détenus, en collaboration avec le PNUD au Liban (formatrice).

Études

Maîtrise en psychologie, 1987, Université du Liban, faculté de pédagogie et sciences humaines, Beyrouth (Liban) – licence de psychologie clinique, 1985.

École secondaire «Sainte famille» – Tripoli, 1981.

Études primaires et complémentaire: Notre Dame de Secours, Zgharta.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

2008: Chef de la mission d'enquête en Syrie en tant que consultante désignée par le Centre de réadaptation et de recherche pour les victimes de la torture, en collaboration avec la Fondation euroméditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'homme. La mission visait à évaluer les besoins de réadaptation des défenseurs des droits de l'homme/ex-prisonniers d'opinion.

Coordinatrice du groupe de travail sur la prévention de la torture depuis 2007.

Organisatrice du premier atelier concernant le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et l'élaboration du mécanisme national de prévention, avec le concours de l'Association pour la prévention de la torture.

2009-2010: Membre du conseil exécutif de la campagne nationale de réforme des prisons au Liban.

2009-2010: membre du comité informel créé par des organisations issues de la société civile, des organismes de l'ONU et un député libanais, qui travaille à l'élaboration du projet de loi relatif à l'institution nationale des droits de l'homme et qui comprend le mécanisme national de prévention.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

Articles publiés dans la presse locale axés sur le thème de l'enfance, les enfants présentant des besoins spéciaux, les politiques sociales, la torture et la violence.

Interview à CNN portant sur les victimes de torture (27 mai 2004).

Interview à la BBC (Grande-Bretagne) concernant les réfugiés irakiens.

Article publié dans la revue *Times* concernant les réfugiés irakiens; caractéristiques psychologiques des prisonniers; manière de traiter les individus à problème dans les lieux de détention (deux chapitres publiés dans le manuel d'administration des prisons).

Demba KANDJI (République du Sénégal)

Date et lieu de naissance: 31 décembre 1955 à Seokhaye

Langue de travail: Français

Situation/fonction actuelle

Directeur des affaires criminelles et des grâces. Point focal du Sénégal sur les questions relatives à la torture.

Principales activités professionnelles

Magistrat, doyen des juges d'instruction, Président de chambre, ancien avocat général, Président de cour d'assises à Dakar, formateur en droit pénal et en procédure pénale, consultant auprès de la BCEAO et de BEAC en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

Études

Baccalauréat littérature et philosophie, maîtrise en droit privé (option judiciaire), École de magistrature au Sénégal; plusieurs stages à l'École nationale de la magistrature de Bordeaux et dans les juridictions françaises en pratique pénale; stages au Centre de formation judiciaire du Sénégal.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Plusieurs actes d'instruction posés dans le domaine de la répression des actes de torture, notamment dans la procédure suivie contre M. Hissène Habré en janvier 2000.

Participation avec la société civile du pays à la préparation du projet de loi ayant institué l'observateur national des lieux de privation de liberté. La même démarche a été initiée dans la procédure d'élaboration du décret d'application de ladite loi.

Vulgarisation au sein de la magistrature et des forces de l'ordre de la Convention des Nations Unies relative à la torture.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Secrétaire général de l'Association sénégalaise de droit pénal qui publie la Revue sénégalaise de droit pénal destinée à la vulgarisation du droit pénal dans la sous région. Le numéro 9 de cette revue a d'ailleurs été publié grâce au soutien financier du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Afrique de l'Ouest.

Plusieurs réflexions destinées aux magistrats et personnels impliqués dans la distribution de la justice pénale au Sénégal.

Plusieurs cours et conférences en droit pénal des affaires à l'intention des magistrats et auxiliaires de justice dans le cadre de l'École régionale supérieure de la magistrature, créée par l'OHADA à Porto Novo (Bénin).

Lallé Meriem Keïta Zouboye (République du Mali)

Date et lieu de naissance: 27 octobre 1951 à San

Langue de travail: Français

Situation/fonction actuelle

Je suis magistrat de grade exceptionnel, Chef de cabinet du Ministre de la justice depuis novembre 2007. À ce titre, j'ai accompagné le Ministre de la Justice, Garde des sceaux, lors de ses visites des maisons d'arrêt du Mali et des centres spécialisés de détention pour mineurs et pour femmes. Les conditions de détention et d'hygiène des prisonniers étaient contrôlées, les titres d'écrou vérifiés ainsi que l'état d'avancement des dossiers.

Principales activités professionnelles

De 1979 à ce jour, j'ai occupé entre autres les fonctions suivantes:

- Conseiller à la cour d'appel de Bamako, chargé de la chambre correctionnelle;
- Doyen des juges d'instruction au tribunal de première instance de Bamako, chargé de l'instruction des procédures criminelles et correctionnelles avec obligation de rendre des visites régulières aux inculpés placés sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Bamako ou dans les centres spécialisés de détention;
- Juge des enfants au tribunal de première instance de Bamako. En cette qualité j'étais chargée de l'instruction des dossiers criminels et correctionnels dans lesquels sont impliqués des mineurs, de leur placement au centre d'observation et de rééducation ainsi que des visites de contrôle régulières dans ce lieu de placement.

Études

1978: Diplôme de l'École nationale de la magistrature de Paris.

1976: Diplôme de l'École nationale d'administration: Section sciences juridiques.

1971: Baccalauréat malien deuxième partie, série philo-langues.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe auquel postule le candidat

Je suis membre de l'Association des juristes maliennes (AJM) composée de femmes magistrates, avocates, notaires, huissiers et commissaires priseurs qui se battent pour la promotion et la protection des droits humains en général et ceux des femmes et des enfants en particulier. Le mois d'octobre de chaque année, nous visitons régulièrement les maisons d'arrêt pour apporter notre soutien moral, matériel et technique aux prisonniers, sans distinction de sexe. De nouvelles nattes leur sont fournies pour assainir leurs milieux, surtout, des appuis techniques sont donnés aux prisonniers pour vérifier leurs titres d'écrou, les conditions de détention, l'état d'avancement de leurs dossiers judiciaires et autres. Des avocats bénévoles sont constitués pour ceux qui sont en difficulté. À l'AJM, nous avons aussi élaboré et mis en œuvre un projet spécial prison pendant trois ans.

Liste des publications

2004: étude diagnostique des textes juridiques au Mali, réalisée à la demande du Bureau international du Travail (BIT), pour y déceler les dispositions discriminatoires.

Paul Lam Shang Leen (République de Maurice)

Date et lieu de naissance: 4 juillet 1948, Port-Louis, Maurice

Langues de travail: Anglais et français

Situation/fonction actuelle

Juge à la Cour suprême de Maurice depuis seize ans; Président du Conseil des études de droit; Président du Comité directeur de l'équipement de l'appareil judiciaire pour le dépôt électronique des dossiers et l'administration des procès.

Principales activités professionnelles

Président de la Division commerciale de la Cour suprême chargée des affaires de litiges entre sociétés, d'insolvabilité et de faillite; arbitre dans les différends en matière de travaux de construction.

Études

1968: Baccalauréat, Cambridge.

1970-1973: Examen d'avocat du Council of Legal Education, Londres.

1974: Diplôme de troisième cycle du Council of Legal Education, Londres.

1976-1979: Licencié en droit, Université d'Aix-Marseille.

1980: Diplômé de l'École nationale de la magistrature (Section internationale), Paris.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

A été président du Conseil des prisons, président du Conseil de la libération conditionnelle, président du Comité directeur de l'informatisation de la Cour suprême pour l'établissement d'une liaison vidéo avec les prisons. A présidé de nombreux procès pénaux de 1976 à 1992. Entre 1984 et 2007, a présidé plusieurs procès en assises pour crimes graves, avec jury ou sans jury, et a siégé comme juge à la cour d'appel pénale. En 2008, a présidé la Division pénale nouvellement créée de la Cour suprême qui a jugé de nombreuses affaires pénales très médiatisées. Membre du groupe chargé d'examiner la réforme de l'administration de la justice.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Aucune, mais a jugé plusieurs affaires concernant les droits des accusés à un procès équitable, la caution et les brutalités policières. Contribue depuis neuf ans à l'établissement de documents de travail pour l'atelier annuel organisé par la faculté de droit du Trinity College de Dublin, sur des sujets comme les droits de l'homme, les procès équitables, la discrimination, la peine de mort, la condamnation, l'indépendance de la justice, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Petros Michaelides (République de Chypre)

Date et lieu de naissance: 15 mars 1939, Agios Fotios – Paphos, Chypre

Langues de travail: Anglais et français

Situation/fonction actuelle

Avocat et conseiller juridique à Chypre (cabinet Michaelides et associés).

Membre du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants. A été réélu au Comité pour un troisième mandat en 2007.

Président de l'ONG Comité chypriote pour la prévention de la torture et de toute forme de mauvais traitement.

Principales activités professionnelles

De 1967 à 1971, a pratiqué le droit à Chypre. En 1971, a été nommé juge, poste qu'il a occupé jusqu'en mars 1978, date à laquelle il est devenu Ministre de la justice, et à partir de mai 1979, il a été nommé Ministre auprès de la Présidence. En novembre 1980, a été nommé par le Président de la République Conseiller spécial sur les questions juridiques et les droits de l'homme.

En 1981, est entré dans le Service diplomatique. Il a été Ambassadeur de Chypre en France, en Italie, en Autriche avec accréditations parallèles pour l'Espagne, le Portugal, la Suisse, Malte, l'Albanie, la Slovénie, la Croatie, la Slovaquie, le Liechtenstein et Saint-Marin. Il a été aussi Représentant permanent de Chypre au Conseil de l'Europe, à l'ONU (Vienne) et à l'OSCE. Il a été Directeur de la planification politique et a exercé les fonctions de secrétaire permanent au Ministère des affaires étrangères. Depuis avril 1999, M. Michaelides exerce à Nicosie en qualité d'avocat et conseiller juridique.

Études

Études de droit et de sciences politiques et économiques à l'Université d'Athènes (1958-1963) et doctorat en droit constitutionnel et sciences politiques à l'Université de Paris 1 – Sorbonne (1965-1967): D.E.A., doctorat de l'Université.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

A participé ou a représenté Chypre aux travaux de différents comités ministériels et réunions du Conseil de l'Europe, de l'OSCE et de l'ONU sur les questions de droits de l'homme. A été membre du groupe des adjoints des ministres pour les droits de l'homme et à la Conférence de Venise de la Commission européenne pour la démocratie par le droit.

En tant que Représentant permanent de Chypre au Conseil de l'Europe, a participé aux travaux préparatoires de la Convention pour la prévention de la torture et des traitements ou peines inhumains ou dégradants. Il a été parmi les premiers membres élus au Comité pour la prévention de la torture lors de sa création en 1987. En tant que président du Comité chypriote de prévention de la torture, a organisé différents colloques, conférences et ateliers, dont le plus récent, qui portait sur les mécanismes de prévention de la torture à Chypre, en coopération avec le mécanisme national de prévention à l'occasion de la célébration des vingt années d'activité du Comité pour la prévention de la torture.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Le candidat est l'auteur de plusieurs publications et articles concernant le système juridique de Chypre et les droits de l'homme et particulièrement d'articles relatifs à la Convention européenne pour la prévention de la torture et des traitements ou peines inhumains ou dégradants.

Aisha Shujune Muhammad (République des Maldives)

Date et lieu de naissance: 23 décembre 1977, Malé, Maldives

Langues de travail: Anglais et dhivehi

Situation/fonction actuelle

Je suis actuellement juge au tribunal civil des Maldives, où ma principale fonction est de trancher les litiges.

Principales activités professionnelles

Outre mes attributions de juge, je participe à la formation de juges en matière de droits de l'homme et de constitution, et je participe à la conception de différentes activités visant à promouvoir l'accès à la justice, fonction qui consiste notamment à élaborer des mécanismes visant à institutionnaliser le traitement et les programmes d'aide aux prisonniers, à former le personnel des prisons, à dispenser une assistance juridique et à faire connaître au public ses droits et responsabilités.

Études

Licence en droit (avec mention), Université de Londres.

Maîtrise de droit, Université de l'Australie-Occidentale.

Activités dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

En 2004, j'étais l'une des trois personnes chargées d'établir le réseau des détenus des Maldives, qui avait pour principale fonction de rassembler et de diffuser des informations sur les détentions arbitraires, l'impunité de la police et le traitement des prisonniers, en sus de l'aide aux familles des personnes en détention. J'ai aussi beaucoup travaillé à l'élaboration d'un système moderne de justice pour mineurs et de justice pénale aux Maldives, et je continue à travailler à la promotion de l'égalité entre les sexes et des droits de l'enfant, particulièrement pour les questions de violence et de mauvais traitements. Dans le cadre de son action d'élaboration d'un projet de loi sur les prisons et la liberté conditionnelle, j'ai conseillé le Ministère de l'intérieur sur les normes minimales à respecter dans les prisons et je lui ai communiqué des lignes directrices concernant la manière de traiter les détenus, y compris les mineurs. J'ai aussi participé à la rédaction du projet de loi sur la justice pour mineurs, qui expose les conditions dans lesquelles doivent être traités les enfants en contact avec la loi, qu'ils soient arrêtés, en détention, etc.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel elle postule

Pas de publication relative au mandat de l'organe conventionnel proprement dit, mais j'ai rédigé certains règlements et documents relatifs au mandat du SPT.

Hans Draminsky Petersen

Date et lieu de naissance: 23 mars 1947, Gentofte, Danemark

Langues de travail: Danois, anglais, espagnol, français

Situation/fonction actuelle

De 1993 à 2000 et depuis 2002, j'ai travaillé en tant que consultant en médecine et gastro-entérologie dans trois départements d'hôpitaux danois. À ce titre, j'ai participé à la gestion et à l'administration de départements hospitaliers. Je travaille actuellement à temps partiel (40 %) dans un hôpital de la région de Copenhague. Depuis février 2007, je suis Vice-Président du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture.

Principales activités professionnelles

Outre mes fonctions à l'hôpital, en tant que membre du groupe des médecins danois d'Amnesty International et de Médecins pour les droits de l'homme/Danemark, et à quelques occasions en tant que consultant auprès de l'ONU du Conseil de l'Europe, je travaille depuis 1979 contre la torture, principalement en apportant des documents médicaux sur la torture et par la description de l'état de santé des victimes de torture.

Pendant deux ans, j'ai été employé à plein temps en tant que coordonnateur des questions de santé au département international du Centre de réhabilitation et de recherche en faveur des victimes de la torture, et pendant cinq ans j'ai été consultant externe auprès de cette organisation. Mon travail consistait à fournir à des ONG d'Albanie, du Bangladesh, de Sri Lanka, d'Équateur, du Guatemala, du Honduras et du Zimbabwe des services consultatifs médicaux relatifs à la réadaptation des victimes de torture et à la prévention de la torture.

Depuis février 2007, je suis membre du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture, en qualité de vice-président.

Études

Diplôme de Docteur en médecine de l'Université de Copenhague, 1974. Autorisation d'exercer en tant que généraliste et spécialiste en médecine générale et gastro-entérologie.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Depuis 1979, je participe à des missions d'enquête et des projets de recherche en Espagne, en Grèce, en Thaïlande, au Venezuela, au Népal, en Inde, au Pakistan, en Birmanie et au Zimbabwe, principalement pour réunir des informations sur la torture et les mauvais traitements et en décrire les séquelles pour la santé, et pour informer des stagiaires sur des questions liées aux effets de la torture sur la santé. En 1998, j'ai été expert médical externe de la mission du Comité contre la torture au Pérou. Au Danemark, j'ai organisé et mené des recherches concernant les effets de la torture sur la santé. Je suis auteur et coauteur de deux études scientifiques sur la qualité des documents médicolégaux relatifs aux personnes présentant un risque de mauvais traitement. En tant que membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture, j'ai participé à des missions dans huit pays (Maurice, Maldives, Bénin, Mexique, Paraguay, Honduras, Cambodge et Liban), deux fois en qualité de chef de délégation.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Petersen H.D., Worm L., Zander M., Hartling O.: Human Rights violations in Burma. A two years follow-up examination. Danish Medical Bulletin 2001; 47:359-63.

Petersen H.D., Morentin B. et al.: Assessment of the quality of medical documents issued in central police stations in Madrid, Spain. Journal of Forensic Science 2002; 293-8.

Epple S. & Petersen H.D.: Rule of Law, law and the health profession. Zimbabwe 2002. Danish Medical Bulletin 2002; 49: 247-52.

Petersen H.D. & Rønsbo: Documenting interventions in Prisons. Praxis Paper No. 4, pp 5-33. The Rehabilitation and Research Centre for Torture Victims, Copenhagen 2008.

Morentin B., Petersen H.D. et al.: A follow-up investigation on the quality of medical documents from examinations of Basque incommunicado detainees. The role of medical doctors and national authorities in the prevention of ill-treatment and torture. Forensic Science International 2008; 182, 57-65.

Maria Margarida E. Pressburger (Brésil)

Date et lieu de naissance: 13 octobre 1943, Rio de Janeiro, Brésil

Langues de travail: Anglais, espagnol et portugais; notions de français

Situation/fonction actuelle

Conseillère de l'ordre des avocats de Rio de Janeiro et présidente de sa Commission des droits de l'homme; Conseillère de la Commission politique des réparations de l'État de Rio de Janeiro.

Principales activités professionnelles

Membre fondateur (1981) de la Commission des droits de l'homme de l'ordre des avocats de l'État de Rio de Janeiro. Pendant plus de dix ans, elle a représenté la Commission dans plusieurs projets, notamment la rédaction de la loi nationale sur l'enfance et l'adolescence, et elle a effectué plusieurs missions sur le terrain pour le compte de la Commission afin de rendre compte des mauvais traitements infligés aux personnes incarcérées et de l'état des établissements de correction pour mineurs.

Chef du département juridique de la Fondation São Martinho (2005-2008), organisation brésilienne qui protège les enfants des rues avec le concours de Caritas et de l'Église des Carmélites.

Réélue conseillère de l'ordre des avocats de Rio de Janeiro en 2009, dont elle a assumé à nouveau la présidence de la Commission des droits de l'homme.

Études

Diplômée de la Faculté nationale de droit de l'Université du Brésil (Faculdade Nacional de Direito da Universidade do Brasil) en 1968, et a acquis depuis lors une large expérience de la pratique juridique, en particulier dans le domaine du droit du travail.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

De 1992 à 1995, a produit et présenté une émission quotidienne de radio concernant les droits des femmes à Radio Tupi.

En 2007, en liaison avec d'autres institutions de promotion des droits de la femme, a organisé un séminaire concernant l'abaissement du taux de mortalité maternelle dans l'État de Rio de Janeiro, séminaire qui s'est transformé en un projet d'envergure nationale concernant la promotion des droits de la femme en matière de sexualité et de procréation.

En tant que présidente de la Commission droits de l'homme de l'ordre des avocats de Rio de Janeiro, et en partenariat avec la Commission des droits des femmes du Parlement de l'État, elle a participé au projet «*Eu Digo NÃO À Violência Contra as Mulheres*» (NON à la violence contre les femmes), initiative qui vise à sensibiliser les hommes à ce problème.

Actuellement, elle participe activement à la campagne Mémoire et vérité de l'ordre des avocats pour l'ouverture des archives relatives au régime militaire brésilien (1964-1985).

Membre de l'Institut des juristes brésiliens.

Christian Pross (Allemagne)

Date et lieu de naissance: 3 juillet 1948 à Göppingen (Allemagne)

Langues de travail: Anglais et français; espagnol (notions)

Situation/fonction actuelle

Directeur d'un groupe de travail sur la recherche en psychotraumatologie au Centre de survie, Centre de traitement des victimes de torture, Berlin.

Professeur à l'École de médecine Charité de Berlin.

Principales activités professionnelles

Recherche et enseignement en psychotraumatologie, médecine et droits de l'homme.

Superviseur et conseiller d'institutions psychosociales et d'ONG, concernant essentiellement l'Europe de l'Est et le Moyen-Orient.

Directeur de cours complémentaires de supervision pour «Catania – Aide aux victimes de traumatismes».

Travail de consultant en tant que membre du groupe consultatif clinique du Conseil international de réadaptation pour les victimes de la torture (CIRT).

Études

1968-1974: Études de médecine à l'Université d'Heidelberg (Allemagne) et à l'École de médecine de Bristol (Royaume-Uni).

1980: Doctorat de l'Université libre de Berlin.

1983: Diplôme de médecin de famille.

2000: Diplôme de psychothérapeute en psychothérapie psychodynamique.

2005: Diplôme de superviseur clinique.

2006: Certificat d'aptitude à l'enseignement postdoctoral de l'École de médecine de l'Université de Göttingen.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Membre du groupe d'experts du CIRT sur les preuves médico-légales de la torture;
Consultant auprès de la Commission fédérale indépendante de réadaptation des victimes de sévices sexuels.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Pross C., Schweitzer S. (2010), «The Culture of Organisations Dealing with Trauma – Sources of Work related Stress and Conflict», *Traumatology: Special Issue on Culture and Trauma: Conceptual and Practical Considerations* (sous presse).

Pross C. (2009), *Verletzte Helfer – Umgang mit dem Trauma: Risiken und Möglichkeiten sich zu schützen*, Klett-Cotta Verlag Stuttgart.

Pross C. (2009), «The Attitude of German Émigré Doctors Toward Medicine under National Socialism», *Social History of Medicine*, 22: 531-552; doi:10.1093/shm/hkp064.

Crosby S., Hashemian F., Iacopino V., Keller A., Nguyen L., Pross C., Özkalipici Ö. (2008), «Broken Laws, Broken Lives. Medical Evidence of Torture by US Personnel and its Impact», A Report by Physicians for Human Rights. Cambridge/Washington. http://brokenlives.info/?page_id=69.

Pross C. (2006), «Burnout, Vicarious Traumatization and its Prevention», Torture 16: 1-9 http://www.irct.org/Files/Filer/TortureJournal/16_1_2006/page_1-9.pdf.

Rubenstein L., Pross C., Davidoff F., Iacopino V. (2005), «Coercive U.S. Interrogation Policies: A Challenge to Medical Ethics», Journal of the American Medical Association 294: 1544-1549.

Borchelt G., Pross C. (2005), «Health Consequences of Psychological Torture», In: Break Them Down: Systematic Use of Psychological Torture by U.S. Forces. A Report by Physicians for Human Rights Cambridge, MA. http://www.phrusa.org/research/torture/pdf/psych_torture.pdf.

Miguel Sarre Iguíniz (Mexique)

Date et lieu de naissance: 1^{er} octobre 1951 à Mexico (Mexique)

Langues de travail: Anglais, espagnol

Situation/fonction actuelle

Professeur-chercheur à temps complet à l'Institut technologique autonome de Mexico (ITAM).

Principales activités professionnelles

- Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture;
- Directeur du Centre d'études en droit public de l'ITAM;
- Expert désigné par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Mexico, pour l'élaboration du Diagnostic sur la situation des droits de l'homme au Mexique;
- Troisième visiteur général de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) – supervision du système pénitentiaire;
- Secrétaire technique du Conseil de la CNDH; Directeur général chargé des organismes, études et projets du Secrétariat exécutif de la CNDH;
- Procureur chargé de la protection civile de l'État d'Aguascalientes (Mexique);
- Avocat plaidant en matière pénale.

Titres universitaires

- Maîtrise en droit (droits de l'homme), Université de Notre Dame, Indiana (États-Unis d'Amérique);
- Avocat, École libre de droit, Mexico.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Représentant du secteur universitaire auprès du Conseil de coordination pour la mise en œuvre du système de justice pénale.

Membre du Réseau en faveur des procès oraux et de la régularité de la procédure.

Coordonnateur du programme «Accès à la justice» de l'ITAM.

Président de l'Association mexicaine pour les Nations Unies (AMNU).

Deuxième Vice-Président de l'Académie mexicaine des droits de l'homme.

Fondateur et Président du Comité pour l'humanisation des pratiques de mise en accusation à Aguascalientes.

Collaborateur et cofondateur du Groupe écologique d'Aguascalientes.

Président de la Barra Mexicana, ordre des avocats d'Aguascalientes.

Cofondateur de la Barra Mexicana, ordre des avocats d'Aguascalientes.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Miguel Sarre, «El Protocolo Facultative de la Convención contra la Tortura: un instrumento generador de cambios estructurales para la prevención de la tortura», in Mariño, Menéndez and Cebada, Romero (Editors), *La creación del mecanismo español de prevención de la tortura*, Iustel, Madrid, 2009.

Miguel Sarre, «Perspectivas de cambio con el nuevo proceso penal ordinario», in *El Sistema de Justicia Penal en México: Retos y Perspectivas*, Supreme Court of Justice, octubre 2008.

Miguel Sarre *et al.*, «El investigador de la defensa pública. Manual para favorecer la equidad procesal. Caleidoscopio de la Defensa Pública», Mexican Association for the United Nations, Mexico, 2008.

Miguel Sarre *et al.*, «Barómetro Local. Una silueta de debido proceso penal en Chiapas, Distrito Federal, Durango, Morelos y Nuevo León», Mexican Association for the United Nations, Mexico, 2008.

Miguel Sarre, «[Transparencia en] La Comisión Nacional de los Derechos Humanos», in *Derecho a saber. Balance y perspectivas cívicas*, Coord. Jonathan Fox *et al.*, Fundar, Analysis and Research Centre, Mexico, 2007.

Wilder Tayler-Souto (Uruguay)

Date et lieu de naissance: février 1954 à Montevideo (Uruguay)

Langues de travail: Espagnol (langue maternelle), anglais et français

Situation/fonction actuelle

Membre du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture.

Principales activités professionnelles

Secrétaire général de la Commission internationale de juristes depuis décembre 2009 (Secrétaire général par intérim de décembre 2007 à décembre 2009). Dirige l'organisation qui compte un effectif de 45 fonctionnaires à Genève, Bangkok, Katmandou, Guatemala et Johannesburg, et fournit des services consultatifs stratégiques à la Commission.

Membre du Bureau du Conseil international d'étude sur les droits de l'homme.

A achevé ses études d'avocat en 1979 à l'Université de la République orientale de l'Uruguay, il a obtenu le titre de docteur en droit et en sciences sociales. A obtenu le diplôme du premier degré en 1977.

Études de sociologie en Argentine et en France.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

1997-2007 Directeur principal pour les questions de droit et de politique institutionnelle dans l'organisation Human Rights Watch.

1995-1996 Directeur du Programme d'Amnesty International pour les Amériques. Supervisait les travaux d'enquête au Royaume-Uni.

1989-1995 Conseiller juridique d'Amnesty International, spécialiste du droit international des droits de l'homme et des procédures à l'échelon intergouvernemental.

Missions sur le terrain dans la plupart des pays d'Amérique et dans une partie de l'Asie.

A participé aux travaux d'élaboration de normes internationales sur des questions intéressant les défenseurs des droits de l'homme, la torture, les disparitions forcées et l'état d'urgence.

1983-1989 Conseiller juridique et Directeur exécutif de IELSUR (Instituto de Estudios Legales y Sociales del Uruguay), ONG uruguayenne d'assistance juridique spécialisée dans les affaires de droits de l'homme. A plaidé devant des instances nationales et internationales (au nom de familles de disparus).

Publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Toutes les publications de Human Rights Watch sur la torture au cours de la période 1997-2007 ont été révisées ou éditées sur le plan juridique par le candidat ou sous sa supervision directe. Ces publications, avec la liste des affectations de crédits et des responsabilités correspondantes, peuvent être consultées sur la page Web de Human Rights Watch.

Auteur de divers articles sur le thème des droits de l'homme, dont le plus récent intitulé «What is the added value of prevention?», dans l'«*Essex Human Rights Review*», édition spéciale, décembre 2009.

Félipe Andrés Villavicencio Terreros (Pérou)

Date et lieu de naissance: 18 octobre 1955 à Lima (Pérou)

Langues de travail: Espagnol, anglais et allemand

Situation/fonction actuelle

Associé et avocat principal du cabinet Villavicencio, Meza et Rivera. Professeur principal de droit pénal et de criminologie à l'Université catholique du Pérou, à l'Université nationale de San Marcos et à l'Université San Martín de Porres (USMP). Professeur et coordonnateur des études de troisième cycle de doctorat de l'USMP. Professeur invité en maîtrise de sciences pénales de l'Université du Zulia de Maracaibo et de l'École de la magistrature de la République d'El Salvador.

Principales activités professionnelles

2005: Agent représentant de l'État à la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire *García Asto y Ramírez Rojas c. Pérou*.

2005-2004: Conseiller de la Commission de révision du Code pénal du Congrès de la République.

2004: Président de la Commission de commutation des peines du Ministère de la justice.

2003: a) Avocat de la Police nationale du Pérou; b) Secrétaire technique de la Commission de haut niveau du Ministère de la justice sur la législation antiterroriste.

2002: Procureur de l'instance du ministère public spécialisée dans les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires et l'exhumation de charniers clandestins.

2001: a) Directeur général chargé de l'Académie nationale de la magistrature; b) Président de la Commission d'étude de l'Académie nationale de la magistrature de l'ordre des avocats de Lima; c) Président de la Commission consultative de droit pénal de l'ordre des avocats de Lima.

Études

2004: Doctorat en droit de l'Université nationale de Buenos Aires.

1998: Études de maîtrise à l'Université nationale de San Marcos.

1979: Licence en droit de l'Université nationale de San Marcos.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

1997: Consultant international auprès de l'UNOPS, membre de l'équipe de la ville de Guatemala. Commission d'investigation historique, Guatemala.

1996: Expert international du PNUD dans des projets relatifs à l'administration de la justice en El Salvador (ONUSAL).

1995: Conseiller politique pour les questions d'administration de la justice et de réforme juridique auprès des chefs de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (MINUSAL).

1992: a) Membre du Conseil technique de l'Institut latino-américain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants au Costa Rica; b) Directeur du bureau de l'ILANUD à Lima; c) Coordonnateur des activités d'administration de la justice de la Division des droits de l'homme de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Ouvrages: Derecho Penal Parte General (2007), Código Penal Comentado y Concordado (2002), Lecciones de Derecho Penal Parte Especial I (1991), Lecciones de Derecho Penal (1990), Delitos contra la seguridad pública-delito de terrorismo (1983).

Articles: Situación carcelaria en el Perú (1990), Delito de terrorismo en el Proyecto de Código Penal (1988), Delito de terrorismo en el Proyecto de Código Penal (1986), Terroristas arrepentidos? (1985), Comentario del libro«Delitos contra la seguridad pública-terrorismo» (1982).

Conférence: Politique pénale antiterroriste (1992).

Marie-Gisèle Zinkpe (République du Bénin)

Date et lieu de naissance: 25 janvier 1956 à Abomey (Bénin)

Langues de travail: Français; deuxième langue: anglais

Situation/fonction actuelle

Magistrat, Chef du service de la promotion et de la vulgarisation des droits de l'homme, Ministère de la justice, de la législation et des droits de l'homme; point focal du projet «Women Justice, Emancipation Initiative» (WJEI).

Principales activités professionnelles

Chef du service de la promotion et de la vulgarisation des droits de l'homme, membre des délégations du Bénin aux sessions du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, de la CADHP et à la présentation des rapports périodiques devant le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (2008), le Comité contre la torture (2007), le Comité des droits de l'enfant (2006), du rapport national sur l'Examen périodique universel devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, supervision de la mise en œuvre des recommandations des organes conventionnels, Président du tribunal de première instance de Ouidah, (1997-2001), doyen des juges d'instruction du tribunal de première instance de Porto-Novo, (1996-1997), Premier Substitut du Procureur de la République près le tribunal de première instance de Porto-Novo (1990-1995), juge des enfants (1998).

Études

1985: Diplôme de fin de formation des cadres A, École nationale d'administration du Bénin, niveau II: option magistrature.

1980: Maîtrise en sciences juridiques: option droit des affaires et carrières juridiques, stage de perfectionnement à l'École nationale de la magistrature à Paris et au tribunal de grande instance de Marseille (1996); stage à Amnesty International (section francophone de la Belgique) (2003).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel

Coordonnatrice du Comité de suivi de la mise en œuvre de l'OPCAT au Bénin.

Agent de liaison du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture.

Membre du comité de relecture du projet de code de procédure pénale.

Membre de l'équipe de supervision de la formation des acteurs de la justice juvénile aux mesures alternatives à l'incarcération et aux poursuites des mineurs en conflit avec la loi.

Membre de l'équipe de renforcement des capacités des acteurs de la justice béninoise chargés de l'application des lois, de la promotion, de la protection et de la défense des droits de la femme visés dans les instruments juridiques internationaux auxquels le Bénin est partie.

Participation aux séminaires régionaux sur la mise en œuvre de l'OPCAT en Afrique.

Liste des publications les plus récentes

Réflexions sur la mise en liberté provisoire au Bénin.

Fortuné Gaétan Zongo (Burkina Faso)

Date et lieu de naissance: 17 mai 1974 à Koudougou (Burkina Faso)

Langue de travail: Français

Situation/fonction actuelle

Directeur général de la défense des droits humains

Principales activités professionnelles

Il s'agit de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère dans les domaines suivants:

- Élaborer des rapports destinés aux instances;
- Œuvrer à la mise en conformité de la législation nationale avec les accords internationaux ratifiés;
- Veiller à la prise en compte des droits de l'homme dans l'élaboration de la législation et des procédures nationales;
- Recevoir, écouter, orienter les citoyens porteurs de réclamations relatives aux droits de l'homme;
- Contribuer au respect des droits de l'homme dans les lieux de détention;
- Contribuer au renforcement et à la protection des droits des personnes vulnérables;
- Assurer la médiation dans les conflits communautaires;
- Mettre en œuvre toutes mesures susceptibles d'assurer la meilleure protection des droits catégoriels;
- Contribuer à l'élaboration et à l'application des normes de protection des droits catégoriels.

Études

Diplôme de magistrature, École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), Ouagadougou (Burkina Faso), octobre 2002.

Master 2 de droit international et européen en droits fondamentaux, Université de Nantes (France), novembre 2001.

Maîtrise en droit, faculté de droit et des sciences politiques, Université de Ouagadougou (Burkina Faso), juin 1999.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Depuis juin 2008: Directeur général de la protection et de la défense des droits humains.

Novembre 2006-juin 2008: Directeur de la protection et de la défense des droits humains.

Novembre 2004-novembre 2006: Président du tribunal pour enfants de Bobo Dioulasso.

Octobre 2002-octobre 2004: juge du siège au tribunal de grande instance de Ouagadougou (Burkina Faso).

Depuis 2002: chargé de travaux dirigés à l'UFR/SJP (théorie générale des obligations, droit judiciaire privé, droit de la famille); Université de Ouagadougou (Burkina Faso).

Depuis 2008: chargé de cours (mécanismes de protection des droits de l'homme, droit international des droits de l'homme) à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM).
